



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 27 mars 2023

Le 28 et après : gardons la rue et amplifions les grèves, allons chercher la victoire !

Après une semaine de manifestations et de rassemblements spontanés tous les soirs, la mobilisation du jeudi 23 mars a été l'une des plus grosses journées du mouvement contre la réforme des retraites. Une des plus électriques aussi : irruption des jeunes dans des cortèges qui chantent pour la grève générale, foyers de mobilisation qui s'agrègent et se renforcent entre eux... La colère a déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des riches, contre sa politique qui est la même que celle de tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui s'est un peu étonnée d'elle-même, comme si tout ne faisait que commencer, enfin. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils ont appelé à une nouvelle journée de

grève mardi 28 mars. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la Saint-Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coups de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise et dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main.

La journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, ce mardi 28 mars, doit être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre KO !

Il manque du personnel partout

En réanimation pédiatrique, une auxiliaire puéricultrice est absente et il n'y a plus qu'une IDE sur trois. En réanimation chirurgicale, il manque une AS toutes les nuits, en réa médicale, au caisson, c'est le même problème ! La situation n'est pas près de s'arranger : sur une promotion de 150 étudiants IDE, seuls 35 veulent venir travailler à l'hôpital.

Burnout aux entrées

Au bureau des entrées, l'absentéisme flirte avec les 30 % depuis le début d'année. Les salariés n'en peuvent plus et craquent, mais la direction ne fait rien.

Les urgences de Gray régulées la nuit, la population dit non !

Depuis le 1^{er} mars, il faut appeler le 15 pour aller aux urgences du centre hospitalier de Gray la nuit. La direction justifie cette situation par le manque d'urgentistes. Mais, tant auprès du personnel que de la population et des élus, ça ne passe pas. Samedi dernier, un millier de personnes ont manifesté pour exiger de redonner l'accès 24 heures sur 24 aux urgences de Gray.

Quant l'État creuse le déficit...

Depuis le 1^{er} mars, les cathéters de thromboaspiration ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale. Ces dispositifs médicaux de pointe, utilisés par les neuroradiologues, sont pourtant essentiels pour traiter en urgence certains patients victimes d'accidents vasculaires cérébraux (AVC).

Privés du remboursement de l'État, ils seront désormais à l'entière charge des hôpitaux qui affichaient, en 2022, un déficit estimé à plus d'un milliard d'euros... Après on viendra encore nous faire pleurer sur le déficit, mais c'est la politique de l'État et de la Sécurité sociale qui le creuse !

En France, une personne est victime d'un AVC toutes les quatre minutes. Il s'agit de la première cause de handicap acquis chez l'adulte et de mortalité chez la femme. Mais qui décidera de qui pourra profiter de la mise en place de ces cathéters et sur quels critères ?

Un droit à faire appliquer concrètement

Macron a annoncé sa volonté d'inscrire dans la Constitution la « liberté » de recourir à l'IVG. Il ne reste plus qu'à donner aux 11 millions de femmes concernées la possibilité concrète d'y avoir droit.

Car entre les déserts médicaux, les hôpitaux éloignés, les médecins qui refusent de pratiquer

l'acte, les centres privés qui se désengagent... et les nombreux rendez-vous à honorer, le droit à l'IVG reste un parcours de la combattante qui en décourage plus d'une.

De nouveaux services vont-ils fermer ?

C'est le 3 avril qu'entre en vigueur la « loi Rist », dont une des mesures vise à plafonner les salaires des médecins intérimaires, qui seraient 10 000 dans les hôpitaux publics. Selon des estimations basses, 69 hôpitaux au moins pourraient être concernés, ce qui toucherait 107 services hospitaliers. Le but est de faire des économies sur ces praticiens qui refusent de travailler en CDI. Sur ce point, l'Association des médecins urgentistes a lancé un cri d'alarme estimant que « des centaines de lignes de garde vont être fermées dans quelques jours » et affirmant que cette loi « va conduire à des fermetures au mépris des malades ». De son côté, le syndicat des médecins anesthésistes affirme que « mettre le pistolet sur la tempe » des intérimaires ne résoudra pas le problème « sans augmentation de l'attractivité des carrières médicales hospitalières ».

Faute d'allouer les budgets nécessaires pour améliorer les conditions de travail et de rémunération des médecins hospitaliers, le gouvernement veut donc passer en force et envisage « que les préfets puissent réquisitionner les personnels le moment venu ».

Macron obligé de se cacher !

Macron avait prévu de venir au match de foot France-Pays-Bas au Stade de France vendredi 24 mars. Il a dû y renoncer. Comme quoi, il n'y a pas que la venue du roi d'Angleterre qui doit être annulée et, en ce moment, tous les ministres se terrent ! Macron avait bien senti le vent de la révolte : quand le chronomètre a affiché 49'3'', des cris « Macron, démission » et des sifflets ont fusé dans les tribunes !

Yémen : le cri d'alarme de l'Unicef

Dans ce pays, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) alerte que plus de 540 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, potentiellement mortelle, et un enfant meurt toutes les dix minutes de causes évitables. Au total, 11 millions d'enfants ont besoin d'aide alimentaire et, depuis le début de la guerre, en 2015, plus de 11 000 d'entre eux ont été tués et mutilés. Ce qui n'empêche pas l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, armés notamment par les États-Unis et la France, de mener une guerre sans merci contre les rebelles houthis soutenus par l'Iran.